

**Discours de M. Bernard CAZENEUVE, ministre de l'Intérieur,
A l'occasion de l'Iftar du Conseil français du Culte musulman**

Paris, 1^{er} juillet 2015

Seul le prononcé fait foi.

Messieurs les présidents, cher Dalil Boubakeur, cher Anouar Kbibeche,
Messieurs les membres du Conseil français du culte musulman,
Mesdames les députées,
Messieurs les ambassadeurs,
Mesdames et Messieurs,
Chers amis,

C'est avec le même plaisir que l'an passé que j'ai répondu à votre invitation, monsieur le Recteur, pour partager ce moment de la rupture du jeûne du mois du Ramadan, symbole de partage et de compassion à l'égard des plus pauvres.

Le Ramadan est un mois de recherche de la quiétude et de la sérénité, pendant lequel les musulmans s'efforcent de s'éloigner des préoccupations quotidiennes pour se recentrer sur ce qui leur semble essentiel. Un mois où ils cultivent l'effort sur soi afin de se conformer aux préceptes d'exigence et de tolérance de l'islam. Et cette démarche personnelle suscite naturellement le respect.

Bien entendu, quelques jours après que notre pays a été une nouvelle fois confronté à la barbarie terroriste, il nous faut évoquer lucidement l'épreuve à laquelle ces actes nous soumettent.

Dans le contexte d'inquiétude où se trouve plongé notre pays, cet *iftar* est pour nous l'occasion d'affirmer l'unité de la communauté nationale face au terrorisme djihadiste. Vous savez mieux que personne que l'obscurantisme nihiliste qui lui sert de prétexte n'a rien à voir avec ce que vous êtes, des républicains épris de paix, de concorde, de fraternité et de respect. Vous avez condamné publiquement et avec force, comme l'ont fait dans leur cœur tous leurs musulmans de France, la folie meurtrière qui a frappé notre pays au mois de janvier et, à nouveau, vendredi dernier.

Face à l'attentat abject que la France a subi, face à la barbarie, nous devons donc nous montrer unis. Vous pouvez être certains de ma détermination à lutter implacablement contre cet ennemi commun, comme vous pouvez être certains de ma détermination à protéger les musulmans de France contre ceux qui voudraient tirer prétexte de cette crise pour les atteindre par la violence et par la haine. Car, au fond, tel est le noir dessein des terroristes de DAESH : tenter d'intimider les démocraties qui les combattent, mais aussi semer la division en dressant les Français les uns contre les autres. La recrudescence des actes anti-musulmans comme des actes antisémites ou anti-chrétiens témoigne du risque dans lequel se trouve notre pays de voir la haine répondre à la haine. C'est un piège mortifère, qui appelle de la part de chacun une parole mesurée et une détermination implacable.

C'est cette détermination partagée qui nous conduit nous dresser ensemble contre la menace terroriste. Notre pays est marqué dans sa chair par le départ de nos jeunes en Syrie ou en Irak, où 500 combattent et plus de 110 ont perdu la vie sur une terre étrangère et dans un combat funeste, sans issue, sans espoir et sans autre perspective que la mort par les armes les plus abjectes de la barbarie.

Que cet *iftar* soit donc la manifestation de notre unité et de notre détermination communes.

*

Le combat que nous devons mener n'est du reste pas entièrement nouveau.

Vous le disiez déjà en 2002, Monsieur le recteur, en des termes éloquents : « *Le message fanatique intégriste est « l'antimessage » spirituel de l'Islam ; il n'a d'autre fin que la conquête d'un pouvoir temporel. La pensée religieuse de l'Islam a un million de fois mieux à faire que se fourvoyer dans de telles impasses. N'oublions jamais que les peuples musulmans sont les premiers à payer le prix de cette violence* ». Les attentats du Koweït et de Tunisie sont venus, après tant d'autres crimes commis contre des musulmans, nous rappeler cette vérité.

Pour autant, comme vous l'avez dit, cher Anouar Kbibeche, « *il ne faut pas être dans le déni* ». Les individus radicalisés ne représentent qu'une infime minorité des musulmans de France, mais la propagande de DAESH les attire en détournant, dévoyant et instrumentalisant leur foi. Les responsables religieux ont donc une responsabilité très particulière pour aider à prévenir les phénomènes de radicalisation qui les touchent. Je sais le sentiment d'indignation et d'horreur qui est le vôtre lorsque vous constatez que c'est au nom de l'Islam, en s'appuyant de façon dévoyée sur ses textes, que les terroristes commettent leurs atrocités. Il vous revient donc - car vous seuls pouvez le faire avec la légitimité et l'autorité des savants - de dénoncer sans trêve l'imposture de ces discours, de les critiquer sur le plan religieux et de ne pas laisser le terrain aux radicalités de la haine.

Je veux donc saluer les efforts que vous déployez afin de faire prévaloir un Islam de lumière et de paix. Je veux saluer l'initiative des responsables musulmans de la région Rhône-Alpes, qui se sont rassemblés près de la mosquée de Villefontaine ce dimanche pour condamner un acte horrible et manifester leur rejet unanime de toute forme de violence. Je veux saluer les fédérations et les mosquées qui ont organisé, tout au long de l'année écoulée, des rencontres pour alerter et mobiliser la communauté musulmane contre la radicalisation.

Mais vous ne devez pas baisser la garde car la menace est multiforme. Ainsi, internet est trop souvent le lieu d'expression de la haine propagée par des sites extrémistes, contre laquelle vous vous devez de mener une bataille des idées et des discours. De mon côté, je m'engage à vous apporter le soutien de l'Etat, qui combat l'apologie du terrorisme sur Internet comme il combat les discours de haine. J'ai

personnellement engagé un dialogue à ce sujet avec les grands opérateurs d'internet pour leur rappeler leur responsabilité.

Je suis tout aussi résolu à combattre avec vous l'islam radical lorsqu'il se manifeste dans les mosquées françaises. Dans la République laïque, il ne revient pas à l'Etat de se prononcer sur les questions théologiques. Il ne lui appartient pas davantage, de donner son agrément, en dehors du cas particulier des aumôniers, aux ministres du culte, pas plus aux imams qu'aux rabbins, aux curés ou aux pasteurs. Mais personne n'a le droit d'appeler à la violence contre nos institutions, de susciter la haine contre telle ou telle catégorie de nos concitoyens, ni de tenter de convaincre de jeunes Français de prendre les armes dans les rangs des ennemis de la patrie. Le Gouvernement est déterminé à empêcher les prêcheurs de haine de distiller leur message délétère, et nous utilisons toutes les armes du droit contre leurs activités et leurs financements, par exemple par des gels d'avoirs. Les discours incitant à la haine et à la violence constituent des délits dont nous saisissons systématiquement la Justice. Je n'hésiterai jamais à expulser les prêcheurs de haine et les apprentis terroristes, comme cela a été le cas pour 40 d'entre eux depuis 2012. Je n'hésiterai pas davantage à dissoudre les associations dont il serait démontré qu'elles servent de base à la diffusion de discours de haine et, a fortiori, au recrutement des filières djihadistes

La République doit se protéger, et je sais que je peux compter sur vous pour m'aider à débarrasser notre pays de ceux qui tentent de dissimuler leur programme de violence et de haine sous les oripeaux de la religion. Car, en définitive, le meilleur rempart contre le djihadisme, ce sont les musulmans de France eux-mêmes et la République, rassemblée autour de ses forces de sécurité, de ses juges, de ses institutions démocratiques, rassemblée autour de ses valeurs.

*

La gravité de la menace à laquelle notre pays fait face doit être qualifiée. Elle doit nous conduire à agir résolument ensemble.

Au-delà de la prévention de la radicalisation, au-delà de la mise hors d'état de nuire de ceux qui cherchent à dresser la religion contre la République et à faire prospérer la haine qu'ils ont de ses valeurs, l'enjeu est pour nous tous d'accompagner un mouvement irréversible : « *l'enracinement de l'islam en France et dans la République* », comme l'a dit le Premier ministre le 15 juin dernier à l'occasion de la première instance de dialogue avec l'Islam de France.

Nous avons travaillé main dans la main pour préparer cette belle journée de travail qui a été salué par l'ensemble des participants. J'ai été particulièrement ému de me trouver, avec le Premier Ministre et les autres membres du gouvernement, côte à côte avec 150 français de confession musulmane rassemblés avec le CFCM, dans l'un des hauts lieux de la République, pour évoquer les dossiers de l'Islam de France. Avant même cette journée, les consultations menées par les préfets auprès de 5000 fidèles, imams, responsables de mosquées et responsables associatifs, avaient montré les attentes et les préoccupations des musulmans de France.

J'ai pour ma part été frappé en premier lieu par le climat de respect, d'écoute et d'attachement aux principes de la République qui a inspiré l'ensemble des représentants de la communauté musulmane.

Ceux-ci ont également exprimé des attentes fortes à l'égard de l'Etat, dont ils espèrent qu'ils parviennent à traiter au mieux les diverses questions, souvent très concrètes, que pose l'exercice du culte. Les différentes tables rondes ont permis de dégager quelques grandes priorités.

La construction des lieux de cultes a été longuement évoquée. Je vous propose de poursuivre cette réflexion dans le cadre d'un groupe de travail associant les représentants du culte, l'administration et l'Association des maires de France.

Les pratiques rituelles ont été abordées à travers notamment les questions des carrés confessionnels dans les cimetières, de l'organisation de l'abattage rituel lors de l'Aïd et de l'encadrement des agences organisant le pèlerinage à la Mecque. Autant de questions fondamentales en cette période sacrée du ramadan.

La sécurité des édifices du culte musulmans est également, à l'évidence, un sujet de préoccupation depuis le mois de janvier. J'ai dit que je serai absolument implacable dans ma volonté d'assurer aux musulmans de France, comme à tous les Français, la sécurité à laquelle ils ont droit. C'est pourquoi l'Etat a mis en place un dispositif de protection par la police, la gendarmerie et l'armée de plus de 1000 mosquées dans la France entière. J'ai également décidé d'allouer des crédits à hauteur de 9 M€ pour financer des équipements de vidéo-protection et de sécurité dans les mosquées.

J'ai également entendu s'exprimer le malaise que ressentent bien des musulmans concernant l'image de l'Islam dans la société française, les caricatures et les préjugés qui le défigurent et qui sont souvent le fruit de l'ignorance, plus encore que de la malveillance ou de la volonté polémique. Changer cette image, combattre cette ignorance est pour partie la responsabilité de l'Etat, à travers l'école, l'université, les grandes institutions culturelles, les chaînes publiques de radio et de télévision. Mais elle est également de la responsabilité des musulmans eux-mêmes, qui se doivent de travailler à mieux faire connaître leur religion en se dotant des institutions appropriées. Cela sera notamment le rôle de la nouvelle Fondation de l'Islam de France.

Enfin, la formation profane des cadres religieux et des aumôniers est également une priorité. Il faut en particulier que les aumôniers et que les imams étrangers « détachés » en France par leurs pays disposent d'une formation appropriée sur les règles du culte et de la laïcité en France. L'Etat va déployer des efforts pour augmenter le nombre des universités où de telles formations sont possibles. Mais je veux saluer la volonté de l'Institut Ghazali de la Grande Mosquée de Paris d'œuvrer dans ce sens et dénouer des partenariats pour ce faire, notamment avec l'université Paris-Sud.

Bien du travail reste à accomplir ensemble à la suite des échanges qui ont eu lieu lors de cette première Instance de dialogue. Du moins le chemin est-il tracé. Lorsque nous nous réunirons à nouveau en 2016 dans ce format, nous pourrions mesurer les progrès accomplis.

*

Il s'agira donc pour vous, cher Anouar Kbibech, dans les mois qui viennent, de rassembler, de fédérer les énergies afin que les nombreux chantiers qui ont été lancés bénéficient de cet élan.

Et je me permets de m'adresser aussi à vous, monsieur le Président du CFCM, puisque cet *iftar* intervient à un moment particulier de l'histoire du CFCM avec ce changement de président. Le CFCM est le signe fort d'une communauté de destin des différentes sensibilités de l'islam de France. Il doit donc être un symbole d'unité et chercher, toujours, à rassembler. C'est ce que vous vous êtes attaché à faire, monsieur le Recteur et ce que vous continuerez de faire, j'en suis sûr, aux côtés d'Anouar Kbibech, pour faire vivre votre institution.

Je tiens ici à souligner le grand plaisir que j'ai eu à collaborer avec vous, cher Dalil Boubakeur. Le médecin que vous êtes s'est attaché à prendre soin de l'Islam de France. Je tiens rendre hommage à votre engagement, dans un contexte difficile pour les musulmans de France. Dans votre récente « Lettre Ouverte aux Français » que je me suis procurée, vous soulignez que « *l'islam est un dans sa doctrine et multiple par ses expériences* ». Vous êtes en quelque sorte, par votre grande culture et votre ouverture d'esprit, l'incarnation d'un islam apaisé, ouvert, en dialogue avec les autres composantes de la société. Vous êtes aussi, je le sais, un patriote, comme en a témoigné votre combat pour que le sacrifice des musulmans morts pour la France soit célébré dignement. Parmi vos nombreuses réalisations à la tête du CFCM, je retiendrai en particulier la Convention citoyenne des musulmans de France pour le vivre ensemble.

Vous passez le témoin avec confiance à votre vice-président Anouar Kbibech. Vous êtes, vous aussi, cher Anouar, un homme de dialogue et je tenais à saluer ce soir votre engagement au profit du dialogue interreligieux. Le dialogue interreligieux ne relève pas en effet seulement de la théologie. J'en veux pour preuve l'audience qu'a accordée ce matin le Président de la République aux représentants des principaux cultes en vue de la préparation de la conférence sur le climat. Le dialogue interreligieux concourt au renforcement du lien social et à la fraternité républicaine.

Vous avez récemment déclaré vouloir insuffler la « culture du résultat », au sein du CFCM et indiqué votre intention de constituer au sein de cette institution des collèges pour les jeunes, les associations, les femmes et les convertis, afin de toucher les musulmans dans toute leur diversité. Voilà un beau début de programme. Je vous souhaite beaucoup de succès à la tête du CFCM.

En conclusion, je voudrais vous faire part d'une réflexion plus générale.

On le sait peu, ou plutôt on l'oublie trop souvent, mais c'est une vieille histoire que celle de la présence des musulmans en France. Une histoire qui remonte très loin dans le temps, jusqu'au Moyen Age, notamment dans les régions du sud de notre pays. Entre Bordeaux et Narbonne, dans l'ancienne Septimanie, mais aussi en Provence, des communautés musulmanes – certes minoritaires, mais qui n'en étaient pas pour autant négligeables – ont ainsi vécu jusqu'au XIIIe siècle. Je crois que nous devons tous prendre enfin conscience de cette part de notre histoire commune, dont l'islam de France est aujourd'hui l'héritier.

Souvenons aussi des raisons qui ont présidé à l'édification, dans les années 1920, de la Grande Mosquée de Paris. Ce symbole magnifique au cœur de la capitale fut en effet alors conçu comme un témoignage de reconnaissance à l'égard des dizaines de milliers de soldats musulmans morts pour la France entre 1914 et 1918.

Dois-je également rappeler l'héroïsme des soldats musulmans qui participèrent, entre 1940 et 1945, au combat national contre le nazisme et à la Libération du territoire national ? Enfin, aurions-nous oublié combien fut décisive la part prise par les immigrés venus d'Afrique du Nord, puis d'Afrique noire, dans la reconstruction du pays après la guerre et dans son développement économique au cours des « Trente Glorieuses » ?

Par le sang qu'ils ont versé, par leur labeur, par leurs talents, les Français de confession musulmane ont façonné et continuent à façonner la France – la France qui est notre bien commun.

Il est vrai que les défis à relever sont aujourd'hui nombreux, pour les Musulmans de France, comme pour tous les Français. Mais j'ai personnellement confiance dans notre capacité collective à les relever, pourvu que nous voulions le faire ensemble, dans un esprit de concorde républicaine et avec l'ambition de contribuer au bien commun.

Je sais que les musulmans de France sont inspirés par cette ambition et je veux donc leur adresser ce soir, à travers vous et au nom de la République, un message d'estime et de fraternité.

Je vous souhaite à toutes et à tous un bon Ramadan et une belle rupture du jeûne. Ramadan Karim.